

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol

Sénat - 19 janvier 2012

Madame la présidente, mesdames, messieurs les sénateurs,

La proposition de loi présentée par Mme Dini et plusieurs de ses collègues pose un problème réel que le Gouvernement n'a pas l'intention de nier : celui de la difficulté des femmes victimes d'agression sexuelle ou de viol à porter plainte. Néanmoins, comme vous l'avez parfaitement démontré dans votre intervention, madame la sénatrice, ce problème est avant tout d'ordre psychologique ; en témoignent les exemples que vous avez cités.

Or, avec cette proposition de loi, vous n'apportez qu'une réponse strictement juridique à un problème plus vaste. Celle-ci permettra-t-elle aux victimes d'être mieux accompagnées et obtiendront-elles satisfaction quant à la sanction ? Dans un certain nombre de cas, la réponse est évidemment affirmative. Il suffirait dès lors de rendre imprescriptibles les agressions sexuelles – je vous sais capable, madame la sénatrice, d'aller loin dans la défense des femmes...

Toutefois, je ne suis pas sûr que cette réponse juridique soit satisfaisante, et je suis certain que vous partagez mon avis.

Du point de vue strictement du droit, ainsi que vient de l'exposer excellemment M. le rapporteur, il faut que les règles soient claires et connues. Le délai de prescription a un caractère d'ordre public ; il est de nature à éviter de plus grands désordres encore que ceux qui ont été initialement causés par la commission de telle ou telle infraction.

Aujourd'hui, le délai de prescription de l'action publique est de dix ans pour les crimes – c'est le cas pour le viol ; il est ramené à trois ans pour les délits, dont font partie les agressions sexuelles. Enfin, les contraventions sont soumises à un délai de prescription d'un an.

Comme l'a rappelé M. le rapporteur, cette répartition connaît des dérogations, notamment en matière d'infractions sexuelles commises sur des mineurs : les délais sont portés à vingt ans pour les crimes ainsi que pour certains délits d'agression ou d'atteinte sexuelles aggravées et à dix ans pour les autres délits.

Cette exception est liée à l'âge de la victime. Il ne s'agit en aucun cas de contester l'importance du traumatisme subi par les victimes majeures. Mais il faut bien comprendre que l'allongement du délai prévu pour les mineurs doit permettre à ceux-ci de dénoncer les faits lorsqu'ils atteignent l'âge adulte

et acquièrent la maturité nécessaire pour le faire. Ce n'est donc pas la gravité des faits, mais bien la minorité qui justifie cette exception.

Vous proposez, madame la sénatrice, de créer une nouvelle dérogation, en assimilant l'agression sexuelle au viol et en alignant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles sur celui des viols.

Au préalable, mesdames, messieurs les sénateurs, permettez-moi de souligner que le Gouvernement souhaite véritablement traiter la question des agressions sexuelles. C'est ainsi que, par un projet de loi que je vous ai proposé, vous avez voté la présence de citoyens assesseurs dans les tribunaux correctionnels, compétents pour juger les agressions sexuelles. C'est aussi une façon de faire prendre conscience à nos concitoyens de l'ensemble de cette problématique.

Toutefois, modifier le droit de la prescription risque d'entraîner des problèmes de cohérence et d'équité.

Comment pourrions-nous porter à dix ans le délai de prescription de l'action publique pour des agressions sexuelles commises avec violence ou avec menace, alors que celui-ci n'est que de trois ans pour des violences commises par le conjoint et sous la menace d'une arme et ayant entraîné une incapacité totale de travail pendant plus de huit jours ?

De quelle cohérence et de quelle équité le législateur pourrait-il se prévaloir en permettant que le délai de prescription de l'action publique soit identique en cas d'agression sexuelle et en cas d'assassinat ? C'est un problème qu'il nous faut considérer. En effet, on ne saurait poser la question de la prescription sans la traiter dans sa globalité.

Certes, le régime de prescription actuel ne présente peut-être pas une cohérence parfaite – un groupe de travail a d'ailleurs été constitué par M. Hyst – , mais il donne des résultats.

L'allongement du délai de prescription à dix ans résoudra-t-il tous les problèmes ?

Vous l'avez vous-même souligné, madame la sénatrice, l'enquête menée aussi longtemps après la commission des faits se heurte nécessairement au problème de dépérissement des preuves matérielles, faute d'avoir pu procéder à des prélèvements ou des constatations juste après l'agression. On renforce alors d'autant le poids des témoignages de chacune des parties, voire d'éventuels tiers, et les risques de non-lieux sont, de fait, accrus, car c'est alors « parole contre parole », une situation qui est évidemment très douloureuse pour les victimes.

En outre, il apparaît, en pratique, que, lorsqu'elles sont dénoncées, les agressions sexuelles le sont rapidement après les faits. Le délai moyen entre la date de la commission de l'agression et celle de la condamnation définitive est de deux ans et trois mois. En moyenne, les victimes majeures d'agressions sexuelles déposent plainte dans un délai bien inférieur à celui de la prescription délictuelle de trois ans. Cela est confirmé par le taux de classement sans suite pour motifs juridiques. Mais vous me rétorquerez sans doute, madame la sénatrice, que vous vous préoccupez des victimes qui ne déposent pas plainte.

Mais c'est une réalité sociale, comme vous l'avez dit. Aussi faut-il, me semble-t-il, essayer de répondre à ce problème autrement qu'en modifiant le droit de la prescription.

Je suis profondément convaincu qu'en matière d'agressions sexuelles l'accent doit être mis sur l'aide aux victimes.

Comme l'a souligné M. le rapporteur, si les auteurs de violences sexuelles ont fait, depuis une vingtaine d'années, l'objet d'une réponse pénale ferme, des progrès peuvent encore être accomplis pour inciter plus largement les victimes d'agressions sexuelles à porter plainte.

C'est en améliorant la prise en charge des victimes que nous faciliterons le recueil des plaintes ; c'est par un accueil toujours mieux adapté que nous encouragerons celles-ci à engager une procédure pénale.

Pleinement conscient des difficultés que rencontrent les victimes d'agressions sexuelles, le Gouvernement a mené une action volontariste et déterminée – vous avez d'ailleurs cité l'action menée par le ministère de la justice en liaison avec Mme Bachelot-Narquin pour lutter contre les violences faites aux femmes – non seulement pour apporter une réponse pénale ferme à la délinquance sexuelle, mais aussi pour mieux accompagner les victimes, les écouter et faciliter leurs démarches. Tant le ministère de la justice et des libertés que les ministères de l'intérieur et de la santé sont mobilisés pour améliorer l'accompagnement et la prise en charge des victimes de violences sexuelles.

C'est ainsi que nous avons amélioré les dispositifs existants pour proposer aux victimes de violences sexuelles une aide de proximité adaptée et individualisée.

Le numéro « SOS Viols Femmes Informations » a ainsi été créé à destination des victimes, afin qu'elles osent dénoncer les violences sexuelles subies et porter plainte.

Par le plan interministériel de lutte contre les violences faites aux femmes 2011-2013, nous avons entendu mettre l'accent sur l'information et la sensibilisation du grand public et poursuivre la création des « référents » des femmes victimes de violences. À la fin de l'année 2010, trente-quatre départements disposaient de tels référents.

Ont également été intégrés à la formation initiale et continue de tous les policiers des modules dédiés à l'accueil et à l'aide aux victimes. Au-delà des compétences techniques, le recueil de la parole des victimes comprend une dimension psychologique forte, qui ne s'improvise pas.

Il faut aussi orienter au mieux ces victimes vers les associations ou les réseaux d'aide et de soutien. D'ailleurs, ce sont aujourd'hui 150 permanences qui sont assurées par des associations d'aide aux victimes, relevant en majorité de l'INAVEM. Cette collaboration, ainsi que la présence dans certains cas de psychologues, permet à l'intervention policière de ne plus être seulement une action ponctuelle, confrontée aux contraintes de l'urgence, mais d'être également le point de départ d'un réel accompagnement social et d'un soutien psychologique par la mise en contact rapide avec ces structures. Des intervenants sociaux sont aussi mobilisés au sein des commissariats et des unités de gendarmerie.

Dans le département dont vous êtes l'élue, madame la sénatrice, une nouvelle assistante sociale a été nommée dans une communauté de brigades de gendarmerie.

La réflexion sur ces sujets se poursuit : un groupe de travail interministériel est ainsi chargé d'étudier les évolutions juridiques nécessaires, telles que la possibilité pour les victimes de viols et d'agressions sexuelles d'être examinées par les services médico-judiciaires, même en l'absence de réquisition, compte tenu de l'urgence de la situation et de l'importance de constater rapidement les violences subies ; ou encore la possibilité pour les victimes d'agressions sexuelles de bénéficier, au même titre que les victimes de viol, de l'aide juridictionnelle sans avoir à justifier de leur revenu. En effet, dans le cadre de violences intraconjugales, cette question peut parfois poser problème.

Les victimes d'agressions sexuelles doivent bénéficier des réponses et de la prise en charge les mieux adaptées.

Tout en comprenant la motivation des auteurs de cette proposition de loi, le Gouvernement, particulièrement attentif à ce problème, doute toutefois que la réponse strictement juridique proposée apporte la solution adéquate aux victimes. J'estime que les autres solutions que je viens d'esquisser vont dans le sens demandé et seront plus efficaces.